

... sur le bas de ce demi-siècle de ce régime, ce que l'on est convenu d'appeler la crise. Les classes dirigeantes constataient avec stupeur que la révolution grondait dans les bas-fonds de la société, que les habitants de la campagne ne pouvaient plus "sen-ler" les politiciens des villes, que les salariés de tout poilent perpétuellement en grève, tandis que les brasseurs d'affaires, les mercantis, les profiteurs de tout acabit, reorgeaient d'écus et de banknotes, mais grognaient de leur fortune, en constatant, — sans pouvoir trop se l'expliquer, — que la puissance d'achat, la valeur relative de leur argent, facilement acquis, diminuait de jour en jour.

Pensez à l'apologue ci-haut saute aux yeux. Cependant c'est que feraient pratiquement les hommes d'affaires si on leur laissait, à eux tout seuls, l'administration de la chose publique. Par exemple, le jeudi de telle semaine, le premier ministre, entouré de tous ses collègues, siège dans la salle du conseil privé pendant que le chef de l'opposition vous dirige un petit caucus d'intimes dans ses appartements laissés également privés. De côté et d'autre, on fourbit des armes pour une lutte gigantesque et suprême qui doit se livrer dans quelques jours dans l'enceinte du parlement, et quelques mois plus tard, devant le peuple, au cours d'une bataille électorale. Le samedi suivant, tous ces bouillants adversaires, qui avaient délibéré en camps retranchés à Ottawa, au milieu de la semaine, se retrouvent à Toronto à Montréal, réunis autour du tapis vert du bureau de direction du C. P. R., de la Banque de Montréal, du "trust" de l'acier, du "trust" du ciment, de tous les "trusts" imaginables. Là, les féroces lutteurs d'avant-hier sont mués en gais compagnons qui s'entendent — c'est bien le cas de dire, — comme larrons en foire.

C'est un axiome très connu qu'en affaires, il n'y a pas il ne doit pas y avoir de question de sentiment. C'est le "struggle for life" dans l'acception la plus brutale du mot.